

A.- Définitions.- Dans les présentes conditions, les termes suivants ont la signification suivante :

- le « Vendeur » désigne ACERINOX FRANCE SAS, et/ou l'entité qui lui succède à quelque titre que ce soit ;
- le « Client » : désigne la personne physique ou morale agissant à titre professionnel, avec laquelle le Vendeur conclut un contrat pour la vente des Marchandises ;
- les « Parties » : désigne le Vendeur et le Client ;
- les « Marchandises » : désigne le produit que le Vendeur vend au Client conformément au Contrat ;
- le « Contrat » désigne le contrat de vente et/ou de fourniture des Marchandises entre le Vendeur et le Client, dont les présentes conditions générales de vente font partie intégrante ;
- "Conditions Générales" : désigne les présentes conditions générales régissant les ventes du Vendeur, soit directement, soit par l'intermédiaire de ses agents ou commissionnaires. Ces conditions ne s'appliquent pas aux contrats dont l'objet principal n'est pas la vente ou la fourniture d'acier inoxydable, ou tout produit analogue ou Marchandises similaire, à moins que leur application ne soit expressément convenue.

B.- Champ d'application.- Les informations sur les prix, les quantités, les spécifications techniques ou les délais de livraison provenant du Vendeur, de ses agents ou commissionnaires seront considérées comme une simple invitation au Client à passer des commandes sous réserve de l'acceptation de celles-ci par le Vendeur. Le contrat ne sera considéré comme conclu qu'à partir du moment où le Vendeur acceptera la commande du Client au moyen de la confirmation de commande concernée ou du *sales acknowledgment* envoyé au Client par courrier électronique, dans les conditions établies dans ladite confirmation.

Les présentes Conditions Générales sont les seules conditions générales de vente du Vendeur. Elles constituent le socle unique de la négociation entre les Parties et sauf convention écrite contraire entre elles, font partie intégrante du Contrat à l'exclusion de toutes autres conditions, y compris celles énoncées ou citées dans la commande du Client qui n'ont pas été expressément acceptées par le Vendeur et/ou d'autres documents contractuels, dès lors qu'elles leur sont contraires. Les présentes Conditions Générales ne peuvent être modifiées qu'avec l'accord du Vendeur, au moyen d'un document écrit signé par ce dernier et pour des cas particuliers. Outre les présentes Conditions Générales, font partie intégrante du Contrat, les spécifications techniques et les conditions commerciales internes du Vendeur relatives, entre autres, au transport, aux commandes minimales ou à l'emballage, que le Client peut demander à tout moment au Vendeur.

C.- Conditions applicables.- 1.- Prix.- Les prix des Marchandises sont fixés en fonction du prix du marché de l'acier et des autres matériaux entrant dans la composition des Marchandises, et dépendent de l'extra d'alliage et des dimensions des Marchandises commandés. Les prix communiqués s'entendent hors taxes ou frais relatifs à la vente des Marchandises, à leur transport et à leur livraison, ainsi que, le cas échéant, les suppléments ou majorations (extra d'alliage, etc.) qui pourraient être appliqués au prix. Ces montants sont à la charge du Client, sauf si la réglementation applicable en dispose autrement ou s'ils sont expressément inclus dans le prix. Les prix indiqués dans les devis, estimations ou autres documents émis par le Vendeur avant l'acceptation de la commande, ou sa confirmation par le Vendeur, ne sont pas contraignants pour le Vendeur. Le prix final est le prix convenu dans le Contrat avec le Client et s'entend en EUROS, sauf indication contraire. Le supplément ou l'extra d'alliage s'ajoute, le cas échéant, au prix convenu, de la même façon que tout autre supplément ou surcharge applicable au prix. Le supplément ou l'extra d'alliage à appliquer est celui du mois de la date d'engagement de livraison des marchandises, convenu avec le Client dans la confirmation de la commande. Il en va de même pour les autres suppléments ou majorations applicables au prix.

Le Vendeur peut augmenter le prix des Marchandises entre la date de conclusion du Contrat et la date de paiement dans les cas limitativement énumérés ci-dessous : impôts, droits et/ou surtaxes douanières ou fiscales relatifs aux Marchandises, à leur transport, à leur exportation/importation et/ou à leur livraison, imprévisibles au moment de la conclusion du Contrat. Dans ces cas, ces montants ou une partie proportionnelle de ceux-ci peuvent être répercutés au Client avec les pièces justificatives et les reçus correspondants.

2.- Paiement et garanties.- a. Le paiement du prix des Marchandises s'effectue dans le délai et selon les modalités convenues dans le Contrat ou, à défaut, à l'adresse du Vendeur, tous les frais découlant du système de paiement convenu étant à la charge du Client.

b. Sauf accord écrit du Vendeur sur la facture, le prix des Marchandises est exigible dans les soixante (60) jours à compter de la date d'émission de la facture, net et sans escompte.

Les Marchandises sont facturées à la date d'émission de la commande ou à la date de livraison des Marchandises, conformément à l'Incoterm applicable entre les Parties.

S'il y a plusieurs factures échues avec des conditions homogènes en attente de paiement, les montants reçus seront facturés dans l'ordre de l'ancienneté de l'échéance, facturant, en plus du montant facturé, les intérêts et les frais correspondants conformément au paragraphe susmentionné.

Lorsque le paiement est effectué par crédit documentaire, celui-ci est régi par les dernières Règles et usances Uniformes relatives aux Crédits Documentaires adoptées par la Chambre de Commerce Internationale, et est soumis à l'acceptation préalable du Vendeur.

Sauf dans le cas susmentionné, le paiement doit être effectué avant la livraison des Marchandises et n'est réputé effectué que lorsque le montant correspondant a été effectivement et intégralement versé sur le compte bancaire convenu, les paiements partiels n'étant pas acceptés.

c. La procédure de paiement devra se conformer aux réglementations applicables en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

d. Le Vendeur a le droit d'opter pour l'exécution forcée du Contrat, ou sa résiliation, dans les deux cas sans préjudice du droit à réparation du préjudice subi qu'il pourra réclamer, en cas d'inexécution par le Client de son obligation de paiement ou de toute autre obligation découlant du Contrat dûment notifiée et constatée par écrit par lettre recommandée avec accusé de réception ou courrier électronique avec accusé de réception adressé par le Vendeur et resté vaine trente (30) jours calendaires suivant la réception de cette notification.

e. Si le Vendeur a des motifs raisonnables de croire que le Client ne sera pas en mesure de respecter ses obligations en vertu du Contrat, le Vendeur peut à tout moment suspendre l'exécution du Contrat, à moins que le Client ne paie immédiatement les livraisons en souffrance ou ne fournisse au Vendeur une garantie bancaire ou autre pour ces montants, acceptable pour le Vendeur. Le Vendeur notifie immédiatement la suspension au Client et lui accorde un délai raisonnable pour effectuer les paiements ou fournir la garantie. Si le Client ne le fait pas dans ce délai, le Vendeur dispose des mêmes droits que ceux prévus au paragraphe précédent.

f. Dans les cas c. et d. ci-dessus, si le Vendeur a déjà expédié les Marchandises, il a le droit de suspendre ou retenir la livraison des Marchandises au Client, même si ce dernier est titulaire d'un document lui donnant le droit de l'obtenir.

g. En outre, si le Vendeur résilie le Contrat conformément au paragraphe c., le Client perd automatiquement le droit de vendre ou de transformer les Marchandises sous réserve de propriété conformément à l'article 5 et est tenu de suivre les instructions du Vendeur quant à leur destination.

h. Tout retard de paiement à l'échéance de la facture entraînera pour le Client des pénalités qui seront calculées, conformément à l'article L.441-10 du Code de commerce, au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de dix (10) points de pourcentage,

outre une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros. Le Client indemnifiera également le Vendeur pour tous les dommages et frais encourus par le Vendeur du fait de l'inexécution.

i. En outre, le Client ne peut compenser ou déduire des montants dus au Vendeur les montants réclamés à ce dernier, qu'ils proviennent du Contrat ou de tout autre concept, à l'exception des avoirs émis par le Vendeur à cet effet.

j. Toutes les ventes sont soumises, comme condition essentielle des présentes, à la politique du Vendeur en matière de risques commerciaux qui, entre autres conditions, exige que toutes les ventes avec paiement différé soient couvertes intégralement et à tout moment par une assurance-crédit ou une autre forme de garantie suffisante, expressément acceptée par le Vendeur.

3.- Livraison.- La livraison des Marchandises est effectuée au lieu indiqué dans le Contrat, ou convenu ultérieurement par les Parties, par le moyen de transport et l'itinéraire établis par le Vendeur. Dans ce cas, toute réserve sur l'état des Marchandises à l'arrivée doit être faite, le cas échéant, auprès du transporteur au moment de la réception et au plus tard dans les trois (3) jours, conformément à l'article L. 133-3 du Code de commerce. Si les Marchandises ne sont pas conformes à celles indiquées dans l'acceptation de la commande, le Client doit émettre les réserves correspondantes auprès du Vendeur par courrier électronique avec accusé de réception dans les cinq (5) jours suivant la réception des Marchandises. Les défauts de qualité qui n'auraient pas pu raisonnablement être constatés à la livraison doivent être notifiés par écrit au Vendeur immédiatement après leur découverte ou lorsqu'ils auraient raisonnablement dû être découverts, et en tout état de cause au plus tard trois (3) mois à compter de la date de livraison. Passé ce délai, les Marchandises seront réputées conformes à la commande, en quantité et en qualité.

Si aucun lieu de livraison n'a été indiqué, la livraison a lieu dans les locaux du Vendeur, les Marchandises étant mises à disposition pour la livraison et/ou le transport au Client (EXW - EX WORKS). Le terme commercial choisi sera interprété conformément à la dernière édition des INCOTERMS publiée par la Chambre de commerce internationale à la date de conclusion du Contrat.

Le Vendeur peut effectuer des livraisons partielles, en émettant une facture pour chaque livraison partielle. En outre, sauf indication contraire, les Marchandises indiquées comme matériel en stock ou autre terme similaire, restent soumises à leur disponibilité au jour de la commande. Les dates et heures relatives à la livraison des Marchandises sont approximatives, ne lient pas le Vendeur et ne sont pas considérées comme des conditions essentielles. Compte tenu de la complexité du processus de fabrication des marchandises, si, bien que le Vendeur ait fait ce qui est raisonnablement possible pour respecter une date ou un délai prévu dans le Contrat, ceux-ci ne sont pas respectés, ce non-respect ne sera pas considéré comme une violation du Contrat par le Vendeur autorisant le Client à résilier le Contrat ou à réclamer des dommages-intérêts. Dans ce cas, le Vendeur a droit à une prolongation raisonnable du délai ou de la date, qui sera communiquée au Client dès que possible.

Si le défaut de livraison est imputable au Client, ce dernier devra effectuer les paiements convenus comme si la livraison avait eu lieu, et supportera également tous les frais générés. Indépendamment des autres droits qui peuvent lui être accordés en vertu du Contrat, tels que le droit de disposer des Marchandises non livrées ou de résilier le Contrat, le Vendeur peut stocker les Marchandises aux risques et aux frais du Client et, à la demande de ce dernier, les assurer contre la perte, à condition dans les deux cas que le Client paie à l'avance les frais prévisibles de stockage et d'assurance.

4.- Transfert des risques.- Le transfert des risques au Client, comprenant notamment tout dommage ou perte des Marchandises aura lieu conformément à l'INCOTERM indiqué dans le Contrat et, à défaut, aura lieu : (i) à la livraison au premier transporteur si le Contrat inclut le transport des Marchandises ; (ii) dans les autres cas, dès que les Marchandises sont mises à la disposition du Client (pour la livraison et/ou le transport) dans les locaux du Vendeur conformément à l'INCOTERM EXW - EX WORKS.

5.- Réserve de propriété.- Sans préjudice de leur livraison et du transfert des risques au Client, les Marchandises restent la propriété du Vendeur jusqu'au paiement intégral de leur prix, ainsi qu'en cas de procédure collective du Client. Jusqu'au complet transfert de propriété au Client, ce dernier stockera les Marchandises correctement et séparément du reste, et dans les conditions nécessaires à leur protection et à leur conservation, sans frais pour le Vendeur. Il ne modifiera ni n'enlèvera aucune marque d'identification sur les Marchandises ou leur emballage, en veillant à ce qu'elles soient clairement identifiées comme étant la propriété du Vendeur. Si, nonobstant l'interdiction qui précède, les Marchandises sont vendues ou transformées et/ou associées de quelque manière que ce soit à d'autres produits, le Vendeur conservera la propriété ou un droit de rétention sur le prix de vente des Marchandises ou du produit qui en résulte, d'un montant égal au prix des Marchandises.

Dans les cas visés à l'Article 2, le Vendeur peut exiger du Client la restitution immédiate des Marchandises, en reprendre possession et les revendre. En outre, à la demande du Vendeur par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée par le Vendeur, le Client doit prendre les mesures nécessaires pour protéger les droits du premier sur les Marchandises et doit informer immédiatement le Vendeur de toute action en justice que des tiers pourraient entamer ou adopter concernant les Marchandises et/ou, le cas échéant, le produit qui en résulte et/ou leurs prix de vente respectifs.

Les droits accordés au Vendeur dans le présent article s'ajoutent à tous les autres droits ou recours auxquels le Vendeur peut prétendre et ne les excluent ni ne les limitent en aucune façon.

6.- Quantité et qualité. Garantie commerciale.- Le Vendeur livrera les Marchandises dans la quantité et la qualité établies dans le Contrat, conformément aux normes internationales applicables, et avec l'emballage prévu dans celui-ci ou, en l'absence de disposition expresse, avec l'emballage utilisé par le Vendeur à tout moment pour ce type de Marchandises. Le Client est responsable de la gestion des déchets d'emballage et de tout autre déchet lié au matériel et/ou utilisé dans le transport. Sans préjudice de ce qui précède, les Marchandises sont soumises aux règles internes de tolérance, de dénomination et de classification du Vendeur. En outre, le Vendeur garantit que les Marchandises sont aptes à être commercialisées et qu'elles sont exemptes de charges et de droits de tiers.

Le poids indiqué par le Vendeur est valable et définitif à condition d'utiliser une balance homologuée conformément à la réglementation du pays où les Marchandises ont été produites ou expédiées. Le Client peut demander par écrit un reçu ou une preuve de poids. Sauf convention contraire, les tolérances de livraison en quantité pour chaque type et quantité total sont de +/- 10% de la quantité couverte par le Contrat.

En outre, tout conseil technique donné par le Vendeur oralement, par écrit ou par des essais, avant et/ou pendant l'utilisation des marchandises, est donné de bonne foi, mais sans garantie. Les conseils du Vendeur ne dispensent pas le Client de son obligation d'analyser et de tester les Marchandises fournies par le Vendeur afin de déterminer si elles conviennent aux processus et aux utilisations auxquels elles sont destinées.

La Garantie Commerciale du Vendeur est régie par les dispositions de la présente clause (la "**Garantie commerciale**"), à l'exclusion de toute autre garantie. En particulier, il n'y a aucune garantie que les Marchandises : (i) conviennent aux usages spécifiques indiqués ou non par le Client ; (ii) sont conformes aux échantillons fournis par le Vendeur, le Contrat n'ayant pas la nature d'une vente sur échantillon ; (iii) sont exempts de défauts découlant des matériaux, spécifications ou informations fournis par le Client ; (iv) sont aptes à l'utilisation s'ils n'ont pas été manipulés ou stockés correctement, ou s'ils ont été transformés dans des machines ou des conditions inadaptées, ou s'il a été mal entretenu ou traité ; (v) est propre à l'usage dans l'industrie chimique ou nucléaire ; ou (vi) est d'une origine ou d'une fabrication particulière.

Le Client devra inspecter les Marchandises dès leur arrivée à la destination convenue, afin de déterminer si elles ont été endommagées pendant le transport, si elles présentent des dommages et/ou si elles correspondent à la qualité, à la quantité et/ou au poids indiqués dans le Contrat ou dans le document de livraison. Toute divergence ou problème détecté sera consigné par le Client dans le document de livraison ou de réception des Marchandises et sera - immédiatement après - communiqué au transporteur et/ou au Vendeur avec les raisons, dans les conditions de la clause 3, le cas échéant. Les retards doivent également être communiqués

immédiatement au Vendeur avec une brève description de la raison du retard. Les défauts de qualité qui n'auraient pas pu raisonnablement être constatés à la livraison doivent être notifiés par écrit au Vendeur immédiatement après leur découverte ou lorsqu'ils auraient raisonnablement dû être découverts, et en tout état de cause au plus tard trois (3) mois à compter de la date de livraison. La notification doit être motivée et comporter une description du défaut faisant l'objet de la réclamation.

Les notifications de défauts ou de retards susmentionnées n'autorisent en aucun cas le Client à suspendre ou à retarder l'exécution de ses obligations au titre du Contrat. En outre, dans tous les cas susmentionnés, les Marchandises endommagées ou défectueuses ne seront pas traitées et le Client, dans le cadre de son obligation de minimiser les dommages qu'il pourrait subir, procédera à leur stockage adéquat, en les mettant à la disposition du Vendeur aux fins d'analyse. Dans le cas contraire, le Client perd le droit de présenter toute réclamation au titre de ces défauts.

Dès réception de la réclamation, si elle est acceptée par le Vendeur, ce dernier peut choisir (i) de réparer le défaut ; (ii) de livrer un produit de remplacement dans les plus brefs délais ; (iii) de réduire le prix proportionnellement au retard ou au défaut des Marchandises ; et/ou (iv) d'annuler la vente des Marchandises défectueuses, chaque Partie remboursant ses prestations respectives. Le Vendeur prend en charge les frais de transport des marchandises ou du produit de remplacement, mais aucun autre frais tel que, par exemple, le démontage, l'enlèvement, le stockage, l'installation ou le traitement, ni aucune autre compensation ou indemnité.

Sans préjudice de ce qui précède, le Vendeur a le droit d'examiner la réclamation et d'exiger du Client, qui doit coopérer avec diligence, les preuves qu'il juge nécessaires. Si, à la suite de l'enquête, il est établi que le défaut ou le retard notifié n'existe pas ou n'est pas imputable au Vendeur, ce dernier a le droit d'être remboursé par le Client pour les dépenses encourues dans le cadre de la réclamation. La Garantie commerciale est limitée aux dispositions du présent article. Le Client ne peut prétendre à aucun autre recours, indemnité ou action que ceux prévus par le présent article 6, qui est absorbée par et dans les limites de l'article 7. En outre, la présente Garantie Commerciale ne s'applique pas aux Marchandises vendues comme n'étant pas de première qualité, lesquelles ne sont garanties d'aucune manière.

7.- Limitation de la responsabilité et limitation des actions. Le Vendeur ne sera pas responsable des dommages que le Client, ses clients, contractants ou autres tiers pourraient subir du fait des Marchandises et/ou des actes et/ou omissions du Vendeur, de ses employés, directeurs et/ou représentants, en relation avec le Contrat : (i) excédant le montant du prix d'achat des Marchandises défectueuses, retardées ou non performantes, à l'exclusion des taxes, droits de douane, primes d'assurance et autres coûts autres que ceux des Marchandises elles-mêmes ; (ii) lorsqu'ils sont ou peuvent être considérés comme des pénalités, des dommages indirects, consécutifs ou purement économiques de toute nature (y compris l'arrêt de la production), et/ou un manque à gagner.

En outre, sans préjudice de ce qui précède, le Vendeur n'est pas responsable de l'inexécution de l'une quelconque de ses obligations au titre du Contrat, si cette inexécution est due à un empêchement indépendant de sa volonté, qu'il ne pouvait raisonnablement prendre en compte au moment de la conclusion du Contrat, ni en éviter ou en surmonter les conséquences. Le Vendeur n'est pas non plus responsable si (i) il y a une grave pénurie de matières premières, de pièces détachées ou de moyens de transport sur le marché ; (ii) il y a une augmentation significative des prix des matières premières (y compris de l'énergie, du gaz et/ou des Marchandises similaires) sur le marché ; (iii) il y a une augmentation significative des prix des matières premières (y compris de l'énergie, du gaz et/ou des Marchandises similaires) ; (iii) des circonstances surviennent ou ont un impact sur les marchés internationaux et/ou sur l'activité du fabricant ou du Vendeur qui impliquent ou entraînent un bouleversement des circonstances économiques, les deux Parties renonçant à l'application de l'article 1195 du Code de commerce français au présent Contrat.

La présente clause ne limite pas la responsabilité du Vendeur à l'égard des tiers qui sont considérés comme des consommateurs (le Client et ses sociétés liées n'étant pas considérés comme tels) conformément à la réglementation communautaire sur les produits défectueux (actuellement la directive 85/374/CEE) et à ses règlements de transposition dans la loi applicable au Contrat. Cette extension de responsabilité s'applique exclusivement dans les cas et aux conditions où cette réglementation ne permet pas impérativement la limitation de cette responsabilité par accord des Parties. Dans le cas contraire, les limitations prévues dans la présente clause ou dans le Contrat sont pleinement applicables.

Toutes les actions en justice qui peuvent découler du Contrat ou des Marchandises, à l'exception de celles qui, en vertu d'une disposition légale d'ordre public, ont une durée différente, se prescrivent dans le délai légal de cinq (5) ans à compter du moment où la victime a connu ou aurait pu connaître le fait sur lequel elle fonde son action en justice.

8.- Force Majeure - Le Vendeur peut suspendre l'exécution du Contrat, sans que cela n'implique une quelconque inexécution, en raison d'événements imprévisibles, irrésistibles et échappant au contrôle du Vendeur, qui gênent ou empêchent cette exécution, aussi longtemps que durent ces événements. Sont notamment considérés comme des cas de force majeure les événements suivants (i) les guerres, déclarées ou non, les guerres civiles, les émeutes et révolutions, les cyber-attaques, les actes de terrorisme, de piraterie et de sabotage ; (ii) les catastrophes naturelles, telles que les ouragans, les cyclones, les tremblements de terre, les raz-de-marée, les inondations ou la destruction par la foudre ; (iii) les explosions, les incendies, la destruction de machines, d'usines ou de tout autre type d'installation ; (iv) les épidémies et les pandémies reconnues comme telles par l'Organisation Mondiale de la Santé ; (v) boycotts, grèves et lock-out, arrêts de production et occupation d'usines et d'installations ; (vi) embargos, restrictions ou sanctions commerciales, actes des autorités publiques, licites ou non, dont le vendeur n'a pas assumé le risque en vertu du Contrat ; (vii) pénuries de main-d'œuvre, d'énergie ou de matières premières ; (viii) restrictions dans les communications ou les transports ; et (ix) retards ou défaillances des sous-traitants. En tout état de cause, un cas de force majeure est réputé affecter le Vendeur lorsqu'il affecte le fabricant des Marchandises ou d'une partie des Marchandises.

Dans la mesure du possible, le Vendeur notifie par écrit au Client la suspension du Contrat et, si la suspension dure plus de cinq (5) semaines consécutives, chacune des Parties peut résilier le Contrat moyennant un préavis écrit, sans préjudice du droit du Vendeur de percevoir le prix de la partie des Marchandises expédiée au Client avant la suspension du contrat, et d'être remboursé de toute autre dépense liée au Contrat et encourue avant la résiliation du Contrat. Le Client ne peut prétendre à aucune compensation ou indemnité dans l'une ou l'autre des circonstances énoncées dans la présente clause.

9.- Imprévision. - Sans préjudice des dispositions de la clause précédente, les Parties, renonçant à l'application de l'article 1195 du Code de commerce, le Vendeur se réserve le droit de modifier les dates de livraison de l'objet du Contrat ou d'en suspendre - totalement ou partiellement - l'exécution, à tout moment, dans les cas suivants : (i) si une grave pénurie de matières premières, de pièces détachées ou de moyens de transport se produit sur le marché ; (ii) si une augmentation significative des prix des matières premières (y compris l'énergie, le gaz et/ou similaires) se produit sur le marché ; (iii) si une autorité administrative nationale ou internationale ordonne l'arrêt des activités industrielles à la suite de problèmes dans la demande d'énergie, de gaz ou d'autres matières premières, ou si des conditions sont imposées par ladite autorité qui rendent le développement de l'activité de production du fabricant significativement difficile ou contraignant ; (iv) si des circonstances surviennent ou affectent les marchés internationaux et/ou l'activité du fabricant ou du vendeur qui impliquent ou entraînent un bouleversement des circonstances économiques du Contrat.

Dans tous ces cas, le Vendeur notifiera au Client la modification des dates de livraison ou la suspension -totale ou partielle- de l'exécution du Contrat, qui sera effective à partir de ce même moment. Avec cette notification, les deux Parties s'engagent à négocier - selon la meilleure bonne foi - une solution à l'amiable sur les prix applicables, les dates ou délais de livraison prévus et/ou le reste des conditions applicables, en fonction du changement de circonstances produit, en réajustant l'équilibre dans les services contractuels. Si cet arrêt et/ou ces négociations durent plus de soixante (60) jours, les deux Parties auront le droit de résilier le Contrat sans avoir droit à aucune compensation ou indemnité, sans préjudice du droit du Vendeur de percevoir le prix des Marchandises déjà expédiées et/ou les frais encourus avant la résiliation. En outre, le cas échéant, la reprise de l'exécution du Contrat doit être notifiée par écrit par le Vendeur au Client.

10.- Cession. - Le Client ne peut céder, donner en garantie ou transférer de quelque manière que ce soit le Contrat ou les droits ou obligations qui en découlent, sans l'accord écrit préalable du Vendeur. Le Vendeur peut céder, donner en garantie ou transférer à des tiers les droits ou obligations découlant du Contrat, y compris les factures ou les droits de crédit, à tout moment, sans le consentement du Client.

11.- Renonciation aux droits.- Les droits du Vendeur en relation avec le Contrat ne seront pas considérés comme abandonnés par l'octroi de reports ou d'autres types d'indulgence, ou par l'absence d'exercice des actions qui en découlent.

12.- Nullité.- Si une clause ou une condition du Contrat est nulle ou annulable, en tout ou en partie, en vertu de la loi applicable, elle sera supprimée du Contrat sans affecter la validité des autres, qui resteront en vigueur.

13.- Conformité réglementaire.- Le Client déclare qu'il n'est pas affecté par des sanctions économiques, des contrôles à l'exportation, des embargos commerciaux et/ou des mesures restrictives similaires applicables au Contrat et/ou à son objet. Cette déclaration s'étend à ses actionnaires détenant plus de 25% de son capital ainsi qu'à ses bénéficiaires effectifs, aux sociétés liées et à leurs bénéficiaires effectifs, représentants légaux, administrateurs, mandataires, dirigeants et employés. Le Client garantit que les Marchandises ne seront pas utilisées, en tout ou en partie, avant ou après transformation, pour la revente (y compris la réexportation vers des pays/personnes soumis à des restrictions) ou pour une utilisation ou une transformation à des fins interdites, en violation des réglementations susmentionnées en vigueur de temps à autre. Le Client garantit également que tous les paiements liés au Contrat seront effectués par l'intermédiaire d'institutions bancaires ou financières de bonne réputation qui ne sont pas soumises ou affectées par des privilèges, des restrictions ou des pénalités imposés par les autorités publiques d'un État ou d'un territoire.

Les deux Parties et leurs représentants doivent à tout moment respecter les obligations contenues dans le Contrat, ainsi que les réglementations applicables au Contrat, notamment celles relatives au blanchiment d'argent et à la lutte contre la corruption. Les Parties se conforment et respectent les principes de l'initiative Global Compact. Ces principes concernent essentiellement la protection des droits de l'homme, les conditions minimales de travail, la responsabilité environnementale et la prévention de la corruption. De plus amples informations sur le Pacte mondial sont disponibles à l'adresse suivante : www.unglobalcompact.org.

Dans le cas où le Vendeur constaterait une violation par le Client de ces principes ou de la réglementation relative au blanchiment d'argent et/ou à la lutte contre la corruption, ou soupçonnerait l'existence d'un comportement contraire aux Droits de l'Homme, il pourra suspendre ou résilier le Contrat sans avoir droit à une quelconque indemnité ou compensation. Il en est de même dans le cas où le Client, ses dirigeants, employés, représentants ou agents, ainsi que les institutions financières utilisées, feraient l'objet d'une Sanction ou d'une Restriction commerciale imposée par une autorité publique ou étatique.

14.- Protection des données.- La réglementation applicable en matière de protection des données établit l'obligation pour le Vendeur de fournir à tout Client des informations sur le type de traitement de ses données personnelles. À cette fin, les informations contenues dans l'annexe n° 1 des présentes conditions sont fournies.

15.- Sécurité de l'information.- Dans le cas où les communications, les offres et/ou les ventes entre le Vendeur et le Client sont développées ou matérialisées par le biais d'un accès informatique fourni par le Client, ce dernier déclare avoir adopté toutes les mesures techniques et de sécurité nécessaires pour assurer le fonctionnement et la sécurité de ce dernier (ci-après, "Portail du Fournisseur"). Concrètement, le Client garantit (i) la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des informations fournies par le Vendeur à travers ledit Portail Fournisseur, ainsi que (ii) l'inexistence et/ou la non-transmission à travers celui-ci de logiciels malveillants, entendus, à titre d'exemple et sans limitation, comme des virus, des chevaux de Troie, des vers, des ransomwares, ainsi que tout autre logiciel malveillant et/ou caché, pouvant potentiellement fournir par inadvertance des informations ou générer des dommages aux systèmes d'information du Vendeur (ci-après, les "Malwares").

De même, le Client s'engage à maintenir son Portail Fournisseur à jour en permanence, en installant autant de mises à jour logicielles que nécessaire à l'avenir, conformément aux meilleures pratiques et/ou diligences existant sur le marché, ou recommandées par l'entrepreneur, le fournisseur, le développeur et/ou le gestionnaire dudit Portail, en particulier celles qui contiennent des correctifs de sécurité. Si le Portail du Fournisseur a été développé exclusivement par le Client, ce dernier s'engage à consacrer les ressources nécessaires pour assurer la maintenance préventive, corrective et évolutive de celui-ci, de manière à maintenir un niveau de sécurité conforme aux menaces de sécurité existant à tout moment. En outre, le Client déclare que le système d'accès du Vendeur au Portail Fournisseur sera limité par l'utilisation d'identifiants uniques et sûrs, en appliquant une politique qui exige l'utilisation de mots de passe robustes et complexes, ainsi que l'application de mesures de sécurité supplémentaires - telles que l'authentification à deux facteurs ou l'accès par le biais d'un certificat numérique qualifié -.

Afin de détecter, d'identifier, de contenir et de répondre à tout incident de sécurité dans ses systèmes, le Client doit disposer de mécanismes de surveillance et de gestion des incidents de sécurité et, le cas échéant, informer immédiatement le Vendeur de tous ceux dont il a connaissance et qui pourraient l'affecter. Cette communication doit se faire par écrit et contenir une brève description de l'Incident de Sécurité de manière à permettre au Vendeur de prendre les mesures pour contenir et atténuer les dommages qui pourraient en découler. À ces fins, on entend par "incident de sécurité" tout événement ou circonstance qui compromet ou met en péril : (i) la confidentialité, l'intégrité ou la disponibilité de toute information transmise par le Vendeur via le portail du fournisseur ; et/ou (ii) les systèmes d'information -logiciels et matériels- du Vendeur.

Le Vendeur ne sera en aucun cas responsable de l'impossibilité d'accéder au Portail du Fournisseur et/ou des erreurs ou dysfonctionnements de celui-ci, tels que les interruptions de communication avec le serveur, les retards dans le chargement et le téléchargement de fichiers ou le ralentissement de la navigation sur la plateforme. Si cela affecte la bonne exécution du contrat, le Vendeur est en droit d'apporter les ajustements nécessaires au Contrat, tels que la mise à jour du prix ou la modification des dates de livraison ou des délais convenus.

Pour sa part, le Client indemnifiera le Vendeur - et/ou toute société du Groupe Acerinox qui pourrait être affectée - et sera responsable de tous les coûts, dépenses, sanctions, pénalités et autres dommages causés directement ou indirectement en raison de (i) l'accès, l'utilisation, la navigation, la transmission ou le téléchargement de données à partir de ou à travers le Portail du Fournisseur ; (ii) d'attaques informatiques qui compromettent ou menacent potentiellement la sécurité ou l'intégrité des systèmes informatiques du Vendeur ; (iii) de l'utilisation ou de l'exploitation de Malwares par des tiers externes au Vendeur en relation avec ses données, ses systèmes informatiques ou leur disponibilité et/ou leur fonctionnement ; et/ou (iv) de l'utilisation de traceurs ou de systèmes de copie de mots de passe et/ou de méthodes d'identification du Vendeur.

16.- Compétence et droit applicable.- A défaut de dispositions contraires du Contrat, celui-ci sera régi et interprété conformément au droit commun français, et le Client se soumettra - en renonçant expressément à sa propre compétence - aux cours et tribunaux de Paris. La Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, faite à Vienne le 11 avril 1980, ou toute autre qui la remplacerait, ne sera pas applicable.

Sans préjudice de ce qui précède, le Vendeur se réserve le droit de s'adresser aux tribunaux du pays de la nationalité ou de la résidence du Client pour réclamer tout montant que le Client pourrait lui devoir. Dans ce cas, le droit applicable est celui du pays dans lequel la demande est introduite.

ANNEXE 1 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Au sein du Groupe Acerinox, nous nous engageons fermement à respecter la réglementation et, en ce qui nous concerne, à nous conformer à la réglementation européenne en matière de protection des données. Selon cette réglementation, le traitement des données personnelles des personnes de contact de nos clients et des signataires des contrats signés avec eux ne nécessite pas le consentement du propriétaire, mais nous devons leur fournir des informations sur la manière dont nous traitons leurs données personnelles.

a) Responsable du traitement des données personnelles. Le responsable du traitement des coordonnées des signataires et des personnes de contact sera la société du Groupe Acerinox avec laquelle la relation contractuelle est établie. Les coordonnées de toutes les sociétés du Groupe sont disponibles sur le site web www.acerinox.com.

Acerinox, S.A., société mère du Groupe, a nommé un Délégué à la protection des données du Groupe, auquel toute question relative au traitement des données personnelles peut être signalée et dont les coordonnées sont les suivantes :

Calle Santiago de Compostela, 100 (28035) Madrid, Espagne. Courriel : dpo@acerinox.com - Tél : +34 91 398 51 05

b) Finalité du traitement et de la conservation des données personnelles. Les données à caractère personnel seront traitées dans le but de permettre le maintien, le développement et le contrôle corrects de la relation contractuelle, ainsi que la défense des droits et des intérêts légitimes du responsable du traitement. Les données seront conservées par le responsable du traitement pendant toute la durée de la relation contractuelle et, une fois celle-ci terminée, jusqu'à l'expiration du délai de prescription applicable.

c) Légitimation du traitement des données à caractère personnel. La base juridique du traitement des données à caractère personnel est l'exécution du Contrat concerné et l'intérêt légitime du responsable du traitement. Par conséquent, les représentants légaux et les personnes de contact doivent fournir leurs coordonnées si cela est nécessaire à l'exécution normale du Contrat. S'ils ne le font pas, la conclusion et/ou l'exécution du Contrat en question ne sera pas possible.

d) Destinataires des données personnelles. Les données de contact peuvent être transférées aux administrations et organismes publics uniquement lorsque la réglementation applicable l'exige. Elles peuvent également être communiquées aux auditeurs externes pour l'exécution des obligations financières, et aux notaires publics en cas de publication du Contrat. Les sociétés du Groupe Acerinox et les tiers peuvent également avoir accès aux données personnelles, exclusivement à des fins administratives internes et de gestion du Contrat. Il est possible que certains de ces tiers soient situés en dehors de l'Espace économique européen, auquel cas les mesures de sécurité appropriées seront adoptées.

e) Droits des personnes concernées par le traitement de leurs données personnelles. Les personnes concernées ont le droit d'accéder à leurs données personnelles, ainsi que de demander la rectification des données inexacts ou, le cas échéant, de demander leur suppression lorsque les données ne sont plus nécessaires aux fins pour lesquelles elles ont été collectées. Dans certaines circonstances, elles peuvent demander la limitation du traitement de leurs données, auquel cas elles ne seront conservées que pour l'exercice ou la défense de droits.

Dans certaines circonstances et pour des raisons tenant à votre situation particulière, vous pouvez vous opposer au traitement de vos données. Dans ce cas, les données ne seront plus traitées, sauf s'il est nécessaire de poursuivre le traitement pour des raisons légitimes, ou pour l'exercice ou la défense d'éventuelles réclamations. Ainsi, le titulaire des données personnelles peut exercer ses droits d'accès, de rectification, d'effacement et de limitation ou d'opposition à leur traitement, en présentant une photocopie de sa carte d'identité ou d'un document similaire légalement valable accréditant son identité, et en indiquant le droit qu'il souhaite exercer à l'adresse indiquée ci-dessus dans la présente clause. De même, les personnes concernées sont informées de leur droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle de la protection des données.